Projet de sensibilisation sur l'ITIE et la Campagne Publiez Ce Que Vous Payez
avec le soutien du Secrétariat International de la Coalition Publiez Ce que Vous Payez

Transparence des revenus des industries extractives :

La mobilisation de tous est nécessaire

Publiez Ce Que Vous Payez

NoteS de PressE N°02

Avant-propos

Pour une transparence effective des revenus des industries extractives : La mobilisation de tous est nécessaire

En République Démocratique du Congo, les ressources naturelles sont au cœur des politiques et programmes du Gouvernement pour le développement durable du pays. Mais, pour que tous les citoyens profitent des retombées financières, économiques et sociales de l'exploitation desdites ressources, il est important que tout le monde y soit impliqué.

Dans sa stratégie de communication et ou de plaidoyer, la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez a ciblé les femmes et les parlementaires.

C'est un secret pour personne que la femme congolaise se désintéresse de toutes les questions relatives à la transparence et à la bonne gouvernance des ressources naturelles. Et pourtant, c'est elle qui est très touchée par les conséquences négatives de l'exploitation de ces ressources. Elle est exposée à toutes sortes de violences, de maladies et à la pauvreté, surtout dans les zones d'extraction.

Pour qu'elle soit partie prenante aux débats sur la transparence des revenus extractifs et la gestion responsable des ressources naturelles, la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez a initié des actions de sensibilisation à l'intention des femmes. Elle a organisé une journée de sensibilisation de la femme sur l'ITIE et la campagne publiez ce que vous payez. Cette journée a connu la participation des femmes des organisations non gouvernementales, des agences du système des Nations Unies, des partis politiques et des institutions publiques.

Pour impliquer les parlementaires dans l'utilisation des Rapports ITIE, la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez a mis en place, avec ses alliés, sa stratégie de communication et de plaidoyer pour la prise en compte des données ITIE par les élus nationaux.

Dans cette même perspective, la Coalition a organisé une conférence de presse pour présenter le Rapport ITIE 2012 de la RDC et livrer son appréciation des données y contenues.

Toutes ces activités sont réalisées avec le Fonds Multi donateurs géré par la Banque Mondiale et mis à la disposition de la société civile■

Les femmes appelées à s'impliquer dans les questions liées aux ressources naturelles

La Coalition Publiez Ce Que Vous Payez/RDC a organisé le 15 janvier 2015 au Centre Carter de Kinshasa, la première « journée de sensibilisation des femmes sur l'ITIE et la Campagne Publiez Ce Que Vous Payez » qui a connu la participation d'une vingtaine de femmes de Kinshasa, venues des institutions publiques, organisations non gouvernementales, partis politiques et agences du système des Nations Unies.

Au moins une vingtaine des femmes parlementaires, de partis politiques et des OSC ont été sensibilisées sur l'ITIE

Ayant pour objectif principal de fournir des informations sur l'ITIE et la campagne publiez ce que vous payez, la journée a été animée par Me Jean Claude KATENDE et Mme Léonnie Kandolo, respectivement Coordonnateur National et Chargée de la logistique et du Genre de la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez/RDC.

Les deux intervenants ont axé leurs communications sur les notions de base sur l'ITIE et la Campagne Publiez Ce Que Vous Payez, deux plates formes engagées dans la promotion de la transparence des revenus extractifs et la redevabilité envers les citoyens.En faisant sa communication, Me Jean Claude KATENDE a insisté sur le fait que *« Le combat pour la transparence des revenus des industries extractives doit être un combat de tous et pour tous. Les femmes y ont leur place, car elles sont les premières victimes d'une gestion des ressources naturelles non transparente et irresponsable. A la table où on parle des ressources naturelles, les femmes doivent avoir aussi une place. ».* Pour sa part, Mme Léonnie KANDOLO a donné les informations nécessaires sur la création de l'ITIE, ses objectifs, sa mise en œuvre en RDC. Elle a revenu sur les attributions et le fonctionnement de tous les organes de l'ITIE/RDC. Mme Léonnie KANDOLO a déclaré que *« Le succès de la mise en œuvre dans un pays dépend principalement de l'engagement de la société civile et de sa capacité à influencer les débats publics sur la gestion des revenus extractifs ».*

Après des échanges fructueux et les travaux en groupes sur les deux thèmes, les femmes ont recommandé à la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez/RDC de :

-Multiplier et d'intensifier des actions de sensibilisation de femmes sur l'ITIE et la Campagne Publiez Ce Que Vous Payez ;
-Développer des stratégies de formation et d'informations des femmes de toutes les couches sociales ;

-Faciliter la compréhension des Rapports ITIE par les femmes■

Impressions

■*«J'essaie de ne pas être découragée par l'apathie des femmes congolaises. Qu'est-ce que nous allons faire après cette journée ? Nous les femmes, nous ne prenons pas la parole pour influencer les débats publics, nous laissons tout aux hommes. Tant que nous ne nous impliquerons dans des questions importantes, les choses ne changeront pas. Nous avons des connaissances, mais ne faisons pas les analyses qu'il faut, nous laissons toujours les hommes tout faire et après nous nous plaignons C'est une bonne et première expérience pour nous d'entendre parler de l'ITIE et de la campagne Publiez Ce Que Vous Payez. Nous sommes prêtes à nous engager »*

***Mme Angèle MAKOMBO, Membre d'un parti politique** :*

■*« Cette première sensibilisation est une bonne chose et a suscité de l'intérêt en nous, il faudrait qu'on organise des formations approfondies pour nous permettre de bien comprendre les enjeux des ressources naturelles. Ce qui va nous permettre de prendre la place à la table »*

Anna MAYIMONA de l'Union Congolaise des Femmes des Médias.

■*« C'est une bonne et première expérience pour nous d'entendre parler de l'ITIE et de la campagne Publiez Ce Que Vous Payez. Nous sommes prêtes à nous engager »*

Grâce SHABANI OLEKO, Etudiante en Communication à l'Université Catholique du Congo

Les Députés nationaux doivent prendre en compte les données des Rapports ITIE dans l'élaboration des budgets nationaux

La Coalition Publiez Ce Que Vous Payez /RDC va mener, au cours de cette année 2015, des actions de plaidoyer auprès de Députés nationaux et Sénateurs pour qu'ils puissent utiliser les données de Rapports de l'ITIE dans l'élaboration des budgets en RDC. Cette option a été levée lors de la journée d'analyse du document de stratégie de communication et de plaidoyer de la Coalition qui s'est tenue le 16 janvier 2015 à Kinshasa. Cette stratégie a comme objectif prioritaire « Amener d'ici fin 2015 les parlementaires à prendre comme base les Rapports ITIE pour retracer les revenus du secteur extractif dans le budget de l'Etat .«.ainsi que leur contribution au développement national ».

Pour la Coalition, l'utilisation des données des rapports ITIE va permettre aux parlementaires de vérifier la prise en compte exhaustive des impôts et taxes provenant du secteur extractif et d'exiger du Gouvernement que la part de ce secteur au budget de l'Etat puisse atteindre plus de 40 % et que ces revenus soient clairement retracés dans le budget au niveau de son élaboration et de son exécution.

Dans le cadre de cette stratégie, plusieurs actions sont prévues avec les parlementaires. Il s'agit des réunions d'échanges avec les membres des bureaux de l'Assemblée Nationale et du Sénat ; les membres des Commissions Ressources naturelles et Economico-financière de deux chambres.

En effet, il a été constaté que dans les discussions sur le budget au Parlement, les données des Rapports ITIE ne sont pas toujours utilisées par les parlementaires en vue notamment d'exiger du Gouvernement la prise en compte exhaustive des taxes et impôts dans ce secteur et d'être sûr d'augmenter de manière sensible les recettes provenant du secteur extractif et financer le développement national.

Or, ces rapports sont une mine d'informations qu'ils peuvent exploiter et qui peuvent les aider en tant qu'autorité budgétaire à faire de bonnes projections et estimations de la contribution du secteur extractif au budget national.

Au regard de cette situation, il y a donc nécessité pour les parlementaires de contribuer au renforcement de la transparence, la mobilisation des recettes, l'amélioration de l'assiette budgétaire etde l'affectation de ces recettes aux actions visant prioritairement l'amélioration des conditions de vie de la population, notamment l'accès aux services sociaux de base.En effet, vers les années 1970, les industries extractives en RDC ont contribué à la hauteur de 70 % dans le budgetnational alors qu'il n'y avait que trois

(suite en page 5)

NPM: Une réunion d'évaluation du processus ITIE par les membres de la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez/RDC

Les entreprises et les régies devront intégrer l'ITIE dans leur système de gestion

Après la publication du Rapport ITIE 2012 en date du 31 décembre 2014, la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez/ RDC a organisé une conférence de presse le 14 Janvier 2015 au Centre Carter de Kinshasa pour donner son point de vue sur le contenu de ce rapport .Pour le Coordonnateur National de la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez, Me Jean Claude KATENDE, le Rapport ITIE 2012 est d'une qualité supérieure par rapport à tous les quatre Rapports publiés jusque-là. C'est une véritable mine d'or pour ceux qui veulent avoir des informations sur le secteur extractif en RDC. Cela est notamment du à la divulgation des données contextuelles comme les informations sur la production, la propriété réelle, la législation, l'emploi….Aussi, la grande différence avec les autres rapports réside dans le fait que le Rapport 2012 a été publié sous le régime de la nouvelle norme 2013. ***LIRE SUITE EN PAGE 6***

NPM: Le Coordonnateur national de la Coalition en conférence avec la presse locale

Les Députés nationaux doivent prendre en compte les données des Rapports ITIE dans l'élaboration des budgets nationaux

(suite de la page 4)

entreprises qui étaient réellement en activité, à savoir : la GECAMINES, la MIBA, la SOKIMO, etc.

Aujourd'hui, avec plus de 400 entreprises en activité, le secteur extractif contribue à moins de 20 % au budget national.

Ce qui est aussi paradoxal est que pendant ce temps, la production a presque doublé, mais l'industrie extractive ne contribue pas de manière significative au budget et au développement durable des populations.

Ce secteur est caractérisé par la faible transparence dans la gestion des revenus issus du secteur extractif et de l'absence de la redevabilité. L'identification et la mobilisation des recettes provenant du secteur extractif ne sont pas faites de manière exhaustive et transparente et les recettes réellement mobilisées ne sont pas traçables jusque dans le budget de l'Etat.

Or, les ressources extractives sont épuisables et il serait indispensable que pendant qu'elles existent et sont encore exploitées, qu'elles aident à fonder les bases d'un véritable développement durable tant pour la génération présente que pour les générations futures.Cette situation a comme conséquence l'augmentation du taux de chômage, la détérioration des conditions sociales et économiques des populations, l'accentuation de la pauvreté.
L'amélioration de la gouvernance dans ce secteur, qui passe par la transparence et la redevabilité, reste indispensable en vue de lui permettre de jouer le rôle de moteur dans le développement du pays.

C'est notamment pour cela que la République Démocratique du Congo a adhéré au processus ITIE depuis 2005 et qui a atteint le statut de pays conforme en juillet 2013. Malgré ce statut, il y a encore des efforts à faire puisque la transparence n'est pas bien ancrée dans le chef des acteurs du secteur extractif. L'engagement des parlementaires dans cette voie va contribuer à améliorer les conditions de vie de la population congolaise et va accroître la confiance de la population qui est très critique vis-à-vis des élus nationaux■

Les entreprises et les régies devront intégrer l'ITIE dans leur système de gestion

(suite de la page 5)

Malgré, la qualité indéniable du Rapport ITIE 2012, il y a quelques faiblesses notamment la non intégration de l'ITIE dans le système de gouvernance des entreprises et des régies. En effet, pour certaines entreprises et régies, il est toujours difficile d'avoir des données à temps alors que la RDC est à son cinquième Rapport ITIE. Il faut insister, bousculer et menacer pour avoir des données nécessaires à l'élaboration des rapports ITIE.

Il y a aussi la question de l'emploi dont les données proviennent seulement des entreprises, aucune donnée provenant des institutions publiques, ce qui peut permettre la comparaison et favoriser des améliorations. Le mécanisme de fiabilisation des données pose encore des problèmes dans le sens que sur certains comptes des entreprises, les données sont certifiées par les responsables qui sont en même temps juges et parties. Les quantités produites sont communiquées mais sans valeurs de production ou de vente…

Au regard de ces faiblesses, la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez/RDC formule quelques recommandations visant à améliorer le processus ITIE en RDC. Il faudrait que l'ITIE soit intégrée dans le système de gouvernance comme un outil permanent de transparence dans les entreprises extractives et des régies.

Ensuite, il faudrait que le mandat de l'ITIE soit étendu aux contentieux gérés par les régies financières et les entreprises qui portent souvent sur des grosses sommes et dont le dénouement échappe au contrôle de l'ITIE. En ce qui concerne l'emploi, il faudrait que les données des institutions publiques soient aussi communiquées à l'ITIE.Dans le cadre des améliorations à apporter aux rapports ITIE futurs, la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez fera ses propositions, après les ateliers d'analyse du rapport ITIE 2012 et d'évaluation de la mise en œuvre de l'ITIE qui se tiendront respectivement au Bas Congo du 26 au 28 février 2015 et à Kinshasa à la fin du mois de mars 2015■

L'ITIE doit être intégrée dans le système de gouvernance comme un outil permanent de transparence dans les entreprises extractives et des régies

Publiez Ce Que Vous Payez

NoteS de PressE N°02

ITIE RDC : les vrais défis

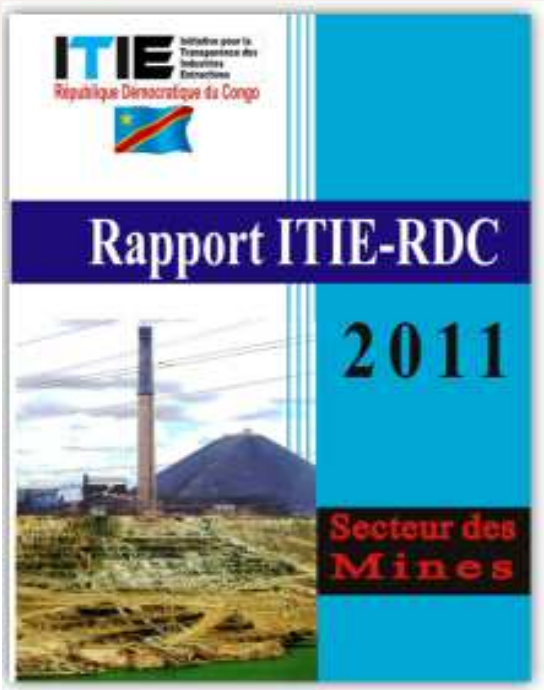
Dans sa mise en œuvre actuelle, l'ITIE-RDC a déjà permis :

-La diffusion régulière, sous forme de rapport ITIE, des informations relatives aux revenus issus des industries extractives qui sont entrés dans la caisse de l'Etat pour les exercices 2007, 2008- 2009, 2010, 2011 et 2012. Informations utiles pour que les citoyens participent au débat sur la gouvernance des industries extractives et demandent des comptes aux gouvernants.

-Le débat public sur la gouvernance des industries extractives : l'ITIE-RDC contribue énormément à la promotion du débat public sur les ressources naturelles. Elle a déjà permis, entre autres, aux parties prenantes de débattre directement avec les personnalités politiques impliquées dans la gestion du « contrat chinois » sur toutes les préoccupations que ce projet soulève.

-La libre expression pour les leaders des organisations de la société civile sur les questions liées à la gestion des ressources naturelles.

Ces acquis sont très remarquables et utiles. Mais dans le contexte de la République Démocratique du Congo, l'ITIE ne peut pas satisfaire les espoirs qu'elle a suscités si elle n'aborde pas les questions de fond qui peuvent, si elles sont résolues, donner au Gouvernement la possibilité de collecter plus de revenus dans le secteur extractif afin de les affecter dans les secteurs qui ont un impact direct sur la vie des simples citoyens. Sans relever ces vrais défis, d'ici une décennie, l'ITIE en République Démocratique du Congo ne servirait plus à grand chose pour les populations pauvres. *Elle sera une coquille vide,* car nous continuerons



à publier des rapports ITIE qui ne serviront qu'aux chercheurs et à quelques organisations de la société civile, sans impact réel sur la gouvernance des industries extractiveset sur la vie des populations frappées par la malédiction des ressources naturelles■

Jean-Claude KATENDE
Coordonnateur national de PWYP/RDC
Extrait d'article intitulé : ITIE RDC: Les vrais défis, publié dans le Magazine RESSOURCES NATURELLES n°24

Comité Editorial

Jean-Baptiste Lubamba (jblubamba@gmail.com)
Emmanuel Kokolo (emmakokolo@gmail.com)
Jean Claude Katende (jckatende@yahoo.fr)
Léon Nzita (léonzita06@gmail.com)

@ Février 2015